

AMERIQUE LATINE

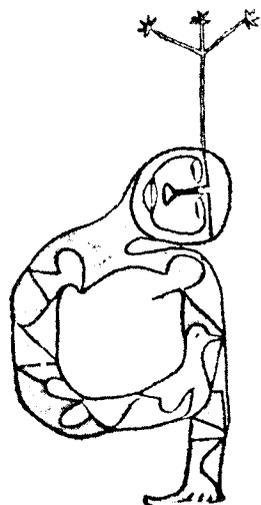


n° 6

été 1981

cetral

2 NOV 1983.



Chili :
un projet de
révolution capitaliste

LE SECTEUR ÉMERGENT DE LA BOURGEOISIE

Ricardo LAGOS*

La société chilienne a radicalement changé au cours des sept dernières années. C'est là désormais un lieu commun. Ce qui paraissait n'être au début, selon même le discours officiel, qu'une simple stratégie économique pour « vaincre l'inflation », « rétablir les équilibres de base de l'économie », « poser les fondements d'une croissance stable », s'est peu à peu révélé comme un changement bien plus profond, affectant la structure même de la société, avec pour dessein de la modifier.

Nouvelle histoire, anciens concepts

Le succès ou l'échec du « modèle » doit être analysé dès lors moins en fonction de paramètres économiques traditionnels (croissance, stabilité des prix, emploi, distribution du revenu) que d'après les buts ultimes qui, par-delà ces paramètres, ont la priorité, quand bien même cela n'est pas clairement dit. D'ailleurs, le projet de société n'a jamais été exposé. A présent que le type de société recherché se dessine avec une netteté suffisante, les explications surgissent après coup dans les médias officiels. Au début, les écrits économiques des autorités de l'époque ne donnaient en clair que les variables traditionnelles, le reste formant un cadre diffus.

Le discours politico-institutionnel a varié dans le même sens, depuis le rétablissement de l'ordre pour permettre un retour à la démocratie, jusqu'à la discussion plus « sophistiquée » qui a précédé la nouvelle Constitution, tenue par les divers défenseurs de la doctrine officielle. Si à ces deux types de discours s'ajoutent les questions sociales ou culturelles qui se sont posées dans la dernière période, il est évident aujourd'hui que le but final est de poser les fondements d'une nouvelle structure sociale chilienne, sans commune mesure avec l'évolution presque linéaire des cinquante dernières années ; en regard, l'expérience de 1970-73 n'était qu'un prolongement, peut-être accéléré, de la tendance historique. Ces changements, « révolutionnaires » pour certains¹, pour d'autres, de type « nouveau scé-

* Fut professeur d'économie et secrétaire général de l'Université du Chili, puis secrétaire général de FLACSO et fonctionnaire de l'UNESCO. Réside au Chili. (Les opinions sont strictement personnelles à l'auteur et n'engagent en rien les institutions auxquelles il est lié).

1. A. FOXLEY, « Hacia una economía libre de Mercado : Chile 1974-1979 », CIEPLAN, *Mimeo*, avril 1980. Ce terme dénotant une orientation déterminée, d'autres préfèrent parler de « contre-révolution ».

nario »², et « nouvelle fondation du capitalisme au Chili »³, ont affecté tous les secteurs de la société. Une nouvelle bourgeoisie apparaît, la classe ouvrière se modifie au moins quantitativement sinon qualitativement, les secteurs « moyens »⁴ attachés aux services sont en mutation et le travailleur agricole change de caractère selon qu'il se rattache à l'agriculture traditionnelle ou à l'agriculture d'exportation plus capitaliste. Tous ces changements s'accompagnent d'altérations profondes des valeurs de la société, entraînant une façon nouvelle (pas forcément meilleure) d'analyser les problèmes du pays.

Ces notes visent à préciser ces changements à propos d'un groupe, la bourgeoisie. En raison de leur généralité, c'est délibérément que j'utilise le terme de « groupe social ». En effet, l'un des thèmes les plus controversés de la littérature latino-américaine est celui de classes sociales. Le débat reste généralement confus, d'abord pour une raison de point de vue, qui n'est pas insurmontable, ensuite pour une raison de fond.

L'embarras du *point de vue* porte sur la confusion entre le terme de classe selon Marx et d'autres termes considérés à tort comme synonymes. Pour Marx, les classes se forment à partir du rôle de groupes déterminés dans une structure économique donnée et de leur relation au mode de production prévalant. Dans d'autres types d'analyse (par exemple, l'analyse courante inspirée des concepts de stratification et de mobilité sociale), les « classes » sont des groupes sociaux classés selon leurs caractères externes : pouvoir, revenu, richesse, éducation, etc. A tenir compte de ces deux points de vue si différents, toute analyse devrait être claire, au moins théoriquement. Mais il arrive souvent que dans une étude des classes « selon Marx » il soit nécessaire, en raison de difficultés statistiques bien connues⁵, de recourir à des caractères externes, d'où la confusion.

Le second problème, que j'ai dit de *fond*, est bien plus difficile à aborder, tant au plan de la définition théorique que pour le travail sur la statistique. Il s'agit de la spécificité des « classes » dans les pays en voie de développement, où l'hétérogénéité des structures productives constitue le trait dominant de l'économie. Aux difficultés théoriques de l'analyse de type « marxiste », il faut ajouter cet élément d'hétérogénéité structurelle, introuvable évidemment dans les écrits du XIXe siècle. Nous n'entrerons pas dans ce débat sur le concept de classe dans les textes classiques ; utile et parfois passionnant, il n'est pas ici essentiel. Soulignons simplement que le mode de production prédominant selon la conception classique n'est pas également prédominant dans des économies comme celle du Chili. C'est pourquoi une analyse de la « bourgeoisie » telle que nous la tentons doit tenir compte de l'impropriété de ce terme. Il connote moins un concept précis que la désignation habituelle d'un secteur social.

Le sujet étant complexe, il sera pris d'une manière particulière :

- analyse des groupes économiques apparus au cours de cette période ; c'est l'une des caractéristiques, sinon la caractéristique essentielle du modèle. Foxley l'a dit : « ... L'un des traits saillants du schéma d'organisation industrielle qui émerge de l'expérience... est la formation de grands conglomerats avec une large influence économique et politique... Ce sont les nouveaux acteurs du processus de développement... »⁶ ;
- brève confrontation des caractéristiques de ces groupes à celles de groupes du passé, de manière à montrer ce qu'il y a de « neuf » dans cette bourgeoisie ;
- réflexion sur l'origine de cette croissance et de ces changements ;
- regard sur le projet global qui porte cette bourgeoisie ou plutôt qu'elle tente de mener à son terme.

Groupes nouveaux et spécificités nouvelles

L'existence de groupes économiques est un fait constitutif du système capitaliste. Le Chili n'a pas fait exception, pourquoi l'eût-il fait ? Aujourd'hui, à la différence d'il y a vingt ans, cela est accepté

2. E. TIRONI, A. GARCIA, « Cinco proposiciones para una interpretación del actual proceso político chileno », Document de travail SUR, al-1, sept. 1979.

3. T. MOULIAN, P. VERGARA, « Estado, Ideologías y Política Económica en Chile : 1973-1978 », *Estudios CIEPLAN*, n. 3, 1980.

4. Sur les difficultés de l'analyse des secteurs « moyens », voir A. GUARDIA, « Nuevamente sobre el misterio de las capas medias », *Chile-América*, 1979.

5. Il n'existe ni neutralité ni « objectivité » dans les sciences sociales : ceux qui se croient détenteurs de la vérité sont seuls à le nier. Les statistiques pourraient paraître neutres, mais leur interprétation ne l'est pas ; elles sont structurées et classées selon les besoins d'une théorie sociale particulière. Le chercheur marxiste, qui veut appliquer ces catégories sociales à l'analyse d'une réalité déterminée, ne dispose pas toujours des chiffres adaptés et il doit recourir à des approximations qui ne sont pas toujours satisfaisantes. Ainsi c'est seulement depuis que l'influence keynésienne est acceptée que l'on a commencé les études de comptabilité nationale nécessaires aux analyses keynésiennes de macroéconomie.

6. A. FOXLEY, *op. cit.*

par tous, mais les principaux groupes sont nouveaux et leurs caractéristiques n'ont rien à voir avec celles du passé. Leur analyse révèle certains traits de la nouvelle bourgeoisie.

Deux études ont été faites sur les groupes actuels du Chili par Cerri et Dahse⁷. Elles concordent largement. Il n'y a pas lieu d'insister sur les particularités des groupes. Mieux vaut s'interroger sur leur spécificité, sur leurs ressemblances et les différences avec ceux du passé.

Une évidence : la nouveauté

D'abord, il s'agit de groupes « nouveaux ». Hormis un ou deux, qui ne comptent pas aujourd'hui parmi les plus puissants, les principaux conglomerats se sont formés ces dernières années. Beaucoup de leurs composants existaient et exerçaient des activités importantes dans les années 60, mais leur arrivée aux « premières places » date des années 70. Serait-ce une preuve du « dynamisme » du système capitaliste ? Ce n'est pas entièrement exact. Les groupes du passé portaient d'activités productrices de biens (agriculture, industries ou mines), d'où ils s'étendaient au secteur financier. Toute analyse sommaire le démontre. Il suffit de prendre pour exemple les groupes formés dans les années 30 autour du textile. En outre, ces groupes avaient une longue durée. Une intéressante étude, par un professeur nord-américain, sur l'origine des groupes à partir du siècle dernier analyse les principales entreprises de l'époque. Elle montre la « permanence » d'une certaine bourgeoisie, même si les phénomènes comme la crise de 1930 y incorporent de nouveaux secteurs. Mais jamais ne s'est produite une mutation aussi profonde que celle de la dernière décennie ; ce qui existe aujourd'hui est presque sans rapport avec le passé. Il s'agit bien d'une bourgeoisie « nouvelle », même si ses représentants les plus distingués sont personnellement de la même origine. Ces nouveaux groupes n'ont pas de racine historique. Dans le passé, à l'exception du groupe EDWARDS, ils avaient consolidé leur position à partir d'une production : mines comme de Castro (groupe COSATAN) ; agriculture-élevage comme les Braun Menendez (groupe PUNTA ARENAS) ; textile comme YARUR ou SAID ou cellulose et papier comme MATTE ALESSANDRI⁸ ; tous sans exception étaient parvenus lentement à cette situation et l'avaient conservée. Ce n'était pas des « nouveaux venus ».

L'axe : le contrôle financier

Les groupes nouveaux, en particulier les plus importants (CRUZAT et VIAL) ne se sont pas formés à partir du contrôle d'une ou plusieurs entreprises des secteurs productifs, mais *du contrôle d'une activité financière*. C'est l'utilisation de l'appareil financier qui permet leur croissance et leur expansion. Autrefois, une ou plusieurs entreprises permettaient une capitalisation importante pour passer de là à l'activité financière. Aujourd'hui c'est l'inverse : le maniement de l'appareil financier a permis d'acquérir des entreprises nouvelles pour le groupe, mais sans jusqu'à présent en créer de nouvelles. Il y a eu acquisition d'actifs, mais non apport au patrimoine du pays. Cette remarque ne préjuge évidemment pas de l'usage futur de ces actifs.

La stratégie : la centralisation et le pouvoir sur les entreprises

Le degré de centralisation et de contrôle exercé par les groupes sur les entreprises qu'ils possèdent est élevé. Autrefois, il y avait généralement une entreprise « mère » et la majorité des entreprises du groupe étaient à son service. Aujourd'hui, comme le point de départ est financier, le processus est de planification et de contrôle, déterminé par l'intérêt du conglomérat dans son ensemble, dont les décisions se prennent au niveau supérieur. Les intérêts d'une entreprise particulière, ses plans d'expansion sont décidés loin d'elle, là où sa direction n'a pas grand chose à dire. Peu à peu se sont formées deux « classes » de direction : les analystes et les gestionnaires. Les *gestionnaires* sont ceux que tout le monde connaît : ils ont la charge d'une entreprise et leur rôle est de combiner travail, capital, matières premières, technologie et autres coûts pour produire un bien ou offrir un service. Les *analystes* observent le mouvement global de l'économie chilienne, ils l'examinent en détail et, à partir de là, décident de la politique d'expansion du groupe, des exploitations forestières au textile, de la métallurgie à l'exportation de fruits, de la production minière à la production alimentaire, selon leur vision de l'avenir de l'économie du pays ou de l'économie internationale. Dès lors, la « pla-

7. R. CERRI, *La Centralización y Concentración Patrimonial en Chile*. Thèse de doctorat, Fac. des Sciences Économiques, Univ. de Chili, 1979 ; F. DAHSE, *Mapa de la Extrema Riqueza : los Grupos Económicos y el Proceso de Concentración de Capitales*, Ed. Aconcagua, Santiago, 1979. Nous avons nous-même présenté une recherche, non publiée, à l'*Academia de Humanismo Cristiano*, nov. 1979. Voir aussi la thèse plus récente de Patricio ROZAS, FLACSO, Quito, 1980.

8. Les noms des groupes figurent dans R. LAGOS, *La Concentración del Poder Económico*, Ed. del Pacífico, Santiago, 1981.

nification », si peu admise, se réalise pleinement à l'intérieur de chaque groupe. Ce mode d'action est courant dans les pays capitalistes développés. Il est curieux de voir qu'il n'était guère appliqué dans les décennies précédentes. Ces analystes sont aujourd'hui des planificateurs, mais au service des intérêts du groupe. Cette bourgeoisie utilise la technique, la respecte et en a l'habitude. Bien des descriptions de Galbraith sur *Le Nouvel Age Industriel*, vaudraient pour cette planification technique.

Le résultat : un essor rapide en sept ans

Aucun chiffre précis ne permet de donner le « taux de croissance annuel » des groupes, mais partir de presque rien (il faut se rappeler la situation jusqu'à septembre 1973 et les déclarations des principaux porte-paroles de la bourgeoisie) pour parvenir à contrôler les actifs supérieurs à 1 000 ou 1 500 millions de dollars, suppose un rythme d'expansion inconnu dans le Chili du passé. Les conditions étaient tout à fait particulières, mais en tout cas ce rythme est absolument inhabituel. Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène d'« efficacité ». Comment donc expliquer, partiellement au moins, cette extraordinaire expansion ?

Le marché, « une main » de moins en moins invisible

La fameuse « main invisible » du marché, dont parle Adam Smith, agit dans le modèle chilien, mais seulement en des lieux peu importants. Il serait en effet possible de marquer les périodes de la politique économique d'après les mesures prises par l'État pour favoriser cette concentration par l'utilisation de l'appareil financier. A cette utilisation de l'État, « main bien visible », s'ajoute la grande liquidité internationale, caractéristique monétaire des années 70, qui permet aux groupes économiques du Chili un taux rapide d'accumulation. Ce sont ces deux faits qui ont accéléré le développement et la forte expansion de ces conglomérats financiers, de telle sorte qu'ils dominent aujourd'hui sans contrepois tous les autres secteurs de la bourgeoisie nationale.

Cinq étapes sont discernables dans la politique de ces sept ans à l'égard du secteur financier. Ces étapes sont évidemment sans limites nettes. Elles soulignent seulement la portée de certaines mesures prises par rapport à d'autres, bien que parfois des mesures jugées fondamentales puissent rester un temps sans effet. Les voir en perspective révèle la cohérence de cette politique et montre clairement qu'elle sert aux intérêts d'un groupe.

Liberté du commerce intérieur

C'est une étape de « mise en ordre » : restitution des entreprises « contrôlées » (comme *El Banco de Crédito e Inversiones*, dont les propriétaires n'avaient pas vendu leurs actions entre 1970 et 1973) et fixation des bases du commerce intérieur fondé sur la liberté des prix. Cette liberté permet de mesurer la situation réelle de chacune des entreprises et d'observer leurs réactions après l'expérience des mille jours précédents. On n'a pas assez souligné la signification de cette expérience pour une couche d'entreprises « nationales », se trouvant soudain dans de mauvaises conditions pour affronter les effets de la nouvelle politique économique. La bourgeoisie industrielle s'accommode mal de la dévolution des actifs. Son pouvoir est diminué⁹ ; les nouvelles règles peuvent dès lors être fixées avec une orthodoxie rigoureuse, inconnue dans d'autres pays comme le Brésil ou l'Argentine, où les industriels ont un rôle prépondérant pour « tempérer » le modèle. Au cours de cette étape on discute les bases des adjudications des entreprises du secteur public, mais il n'y a pratiquement pas d'attribution.

Expansion des sociétés financières

Elle débute par un ensemble de dispositions destinées à installer un marché des capitaux dans le pays. Comme la majorité des banques appartiennent au secteur public, l'État accorde une série de facilités pour la création de sociétés financières. Leur apogée se situe en 1974-1975 : pour les acquisitions comme pour les placements, ces sociétés ont un rythme de croissance bien supérieur à celui rendu possible par le système bancaire. Malgré le nombre de sociétés financières, seules quelques-unes deviennent réellement importantes dans ce marché de capitaux en formation.

Telles sont les bases de départ des conglomérats financiers. Il n'y a pas lieu de donner les chiffres, suffisamment connus par ailleurs. Le développement rapide de ces sociétés commence à ralentir quand, fin 1976, éclate le « scandale » des financières. Des mesures de contrôle et d'orientation sont

9. La baisse de la part du secteur industriel dans le PNB en est une manifestation : de 26,9 % en 1970 à 23,1 % en 1979. Cf. H. DURAN : « La Industria en Chile 1970-1979 » dans *División Conjunta CEPAL/ONUDI de desarrollo industrial. Polycopie*, nov. 1980.

alors prises, avec le classement en sociétés financières « formelles » ou « informelles », selon le degré de contrôle exercé par la *Superintendencia de Bancos*. D'une certaine façon, ce scandale est fonctionnel, dans l'intérêt des groupes déjà forts : les financières les plus puissantes demeureront seules sur le marché. Par ailleurs l'adjudication des banques, par laquelle les groupes avaient « perdu » une partie de leurs intérêts dans les financières, était déjà bien avancée.

Passage des banques au secteur privé

Ce passage s'effectue lorsque les possibilités d'expansion du marché financier au moyen des financières atteignent un plafond et que les groupes ont pu accéder aux adjudications de banques dans de meilleures conditions que les autres, justement par l'intermédiaire des financières. Les dispositions officielles de ces adjudications devaient empêcher certains groupes d'augmenter leur pouvoir sur l'appareil financier (pour mémoire, l'interdiction — naïve — à un particulier de détenir plus de 1,5 % des actions d'une banque et à une personne juridique plus de 3 %), mais ces groupes se sont servis des adjudications pour contrôler les principales banques du pays.

Les adjudications étaient possibles dès que les groupes avaient des sociétés financières comme point d'appui pour les demander. Et quand elles ne réussissaient pas, les groupes formaient leur propre banque, à partir des positions solides qu'ils occupaient déjà dans le secteur financier. C'est le cas du Groupe Cruzat avec la Banque de Santiago et du Groupe Matte avec *El Banco Industrial y de Comercio Exterior*.

Les groupes accédant à l'appareil bancaire, ils gagnent rapidement dans le système financier, alors que les sociétés financières perdent du terrain. Les chiffres d'acquisitions et de placements sont ici encore éloquentes. Mais, ici, plus que la consolidation du contrôle du système financier intérieur par les groupes, l'important est l'ouverture du marché financier privé international à partir des banques.

Ouverture et relation au système financier international

Sans s'étendre sur les changements survenus dans le système financier international, rappelons seulement que l'extraordinaire liquidité internationale des années 70 a offert aux groupes économiques du Chili des possibilités insoupçonnées pour s'affermir et croître à un rythme jamais vu.

Le phénomène de l'OPEP et l'apparition des pétrodollars ont radicalement modifié les flux du commerce international. Les pays de l'OPEP se trouvèrent tout à coup dotés d'énormes excédents de leur balance de paiements, qui modifièrent le niveau des réserves internationales dans le monde. Nombre de ces pays n'avaient pas et n'ont pas d'emploi possible pour ces ressources. D'où leur recyclage, c'est-à-dire le retour des pétrodollars au système de la banque internationale privée sous forme de dépôts à termes variés et de modalités diverses. Ce fait explique la grande liquidité dont dispose aujourd'hui la banque privée.

C'est à cette liquidité qu'ont eu accès les groupes économiques du Chili par l'intermédiaire des banques dont ils sont maîtres ou de quelques entreprises puissantes qu'ils contrôlent. « En fait deux marchés financiers distincts ont fonctionné et fonctionnent dans le pays : le marché intérieur, aux taux d'intérêt prohibitifs, pour les petites et moyennes entreprises qui doivent financer ainsi leurs besoins en capital opérationnel, et le marché extérieur, aux taux d'intérêt raisonnables, basé sur les conditions du marché international des capitaux. Les possibilités de crédit extérieur ne sont pas, de fait et logiquement, également ouvertes à tout type d'entreprise. C'est encore la grande entreprise qui peut obtenir directement un prêt extérieur ou le faire directement par l'aval d'une banque »¹⁰.

La différence de taux d'intérêt entre marché intérieur et marché extérieur a été déterminante. D'après Herrera y Morales, alors que le taux extérieur flottait entre 10 et 12 % par an (en dollars), le taux national se situait entre 40 et 70 % (en dollars). 70 entreprises, y compris celles de propriétaires étrangers, contrôlées par 10 groupes économiques, reçurent pendant la période au minimum un total de 511 millions de dollars US, soit 49 % du total des crédits entrés. Une autre étude, qui porte sur la période 1976-1979 (1er semestre) estime que le profit de ces entreprises ou banques qui accélèrent au crédit extérieur dépasse les 800 millions de dollars¹¹. Les banques commerciales ne furent autorisées à s'endetter directement à l'extérieur qu'à partir de fin 1977, avec la faculté d'utiliser ces res-

10. J.E. HERRERA, J. MORALES, « La Inversión Financiera Externa : el caso de Chile 1974-1978 », *Col. Estudios CIEPLAN*, n. 1, 1979.

11. R. ZAHLER, « Repercusiones monetarias y reales de la apertura financiera al exterior », *Revista de la Cepal*, 1979.

sources pour accorder des prêts en monnaie nationale. Avant cette date, la garantie d'une banque, sous quelque forme que ce soit, était nécessaire aux entreprises chiliennes pour obtenir des crédits extérieurs.

Cette ouverture du marché international par décision de l'État, qui aurait pu prendre d'autres voies pour profiter de la liquidité internationale, permit à un secteur réduit de l'économie de profiter de ce double marché et d'accumuler en bénéfices la différence ; du même coup elle rendit impossible à ceux qui n'avaient pas accès aux taux internationaux, une concurrence dans les conditions d'une « économie de marché ».

L'existence de deux marchés avec une telle différence des prix de l'argent constitue un « avantage comparatif » trop grand pour les groupes économiques, les seuls qui ont accès au prix inférieur. C'est l'étape actuelle, mais il est vraisemblable que la différence entre les deux marchés diminuera (de fait elle a décliné en 1980 pour réaugmenter au début de 1981).

L'impact de la Réforme Prévisionnelle

Des ressources considérables du secteur public vont désormais passer au secteur privé. Dans un travail récent, Arellano conclut de ses estimations que le transfert dépassera le mouvement de tout le système bancaire actuel¹². Quel qu'en soit le montant final, il entraînera le contrôle absolu de la totalité du système financier national par le secteur privé, ou plutôt par trois ou, au plus, par cinq conglomerats économiques.

Tout cet ensemble constitue un phénomène dynamique ; il n'est pas achevé et peut même subir de multiples mutations. Le contrôle établi désormais, une sixième étape est envisageable : une modification de la législation sur le cuivre. C'est une hypothèse en discussion. Des solutions « intermédiaires » sont pensables, comme le maintien de la situation actuelle où le cuivre est entre les mains de l'État, mais avec passage au secteur privé s'il y a expansion. Diverses formules peuvent empêcher que cette expansion s'arrête. Vers 1975, à l'annonce de l'adjudication des banques d'État, on assurait officiellement avec insistance qu'elles n'aboutiraient pas à la formation des « groupes économiques du passé ». Les déclarations actuelles sur le cuivre auront-elles le même sort ?

Enfin, tout en se souvenant que cette périodisation vise surtout les accentuations de la politique économique du point de vue des mécanismes engendrant cette concentration, il convient de relever un autre élément d'importance. En effet, la chute du PNB en 1975, due à la politique de choc appliquée par le gouvernement, eut pour conséquence une récession de l'économie chilienne qui fut la plus forte depuis la dépression de 1930. Toute recherche sur les effets d'une dépression sur les niveaux de concentration fait aussitôt apparaître la corrélation entre les deux phénomènes. Ainsi diverses études sur la concentration économique aux États-Unis révèlent que la crise de 1930 fut justement une période de croissance de cette concentration. Au Chili, la perte potentielle du PNB entre 1975 et 1978 à cause de la récession est pratiquement équivalente au PNB de 1978, si on le compare au PNB « théorique » qui aurait été atteint si la croissance s'était poursuivie selon le taux historique de 1940 à 1972. Avec une pareille restriction, seules quelques entreprises accédant au marché financier sont capables de survivre. Un phénomène semblable à celui des États-Unis en 1930 s'est donc produit. Autrement dit, même si la politique économique fut dictée par d'autres considérations (combattre l'inflation), l'une de ses conséquences fut d'accélérer le processus de concentration.

Esquisse de la bourgeoisie aujourd'hui au pouvoir

Ce long détour par l'expansion des groupes économiques a paru nécessaire pour comprendre les événements des sept dernières années et les forces qui les commandèrent. Si la politique économique, telle une main difficilement invisible, facilita la concentration financière, le phénomène nouveau du Chili d'aujourd'hui consiste de fait dans la place acquise par ces secteurs dominants de la bourgeoisie.

Jadis, les bourgeoisies industrielle, agricole et financière coexistaient en quelque sorte, bien qu'avec des positions de domination différentes. Sans revenir à l'idée d'une bourgeoisie nationale

12. « L'importance de ces nouveaux fonds est évidente si on les compare à la taille du marché national de capitaux. Le total de dépôts en monnaie courante en déc. 1978 dans le système bancaire, financier, les banques de développement et associations de crédits et de prêts atteignait un peu moins de 2 000 millions de dollars. L'augmentation de la masse de ces dépôts entre 1970 et 1978 fut d'environ 765 millions de dollars. Ce chiffre donne une idée approximative des fonds amassés après environ six ans de stimulation du marché de capitaux. En un an les cotisations de sécurité sociale pourraient équivaloir à près de la moitié de ces ressources » (souligné par nous). J.P. ARELLANO : « Sistemas alternativos de Seguridad Social : un análisis de la experiencia chilena » dans CIEPLAN. Polycopie, 1980.

capable de soutenir un développement « national et populaire »¹³, qu'il suffise de signaler qu'au Chili le style de développement n'a pas entraîné l'hégémonie d'un secteur de la bourgeoisie. Le développement économique a conduit à l'adjonction de nouveaux secteurs, plutôt qu'à des substitutions. La « substitution des importations » fut suivie d'une industrialisation réalisée sous la protection de l'État ; la bourgeoisie s'accrut d'un nouveau secteur. Mais cette entreprise industrielle n'aboutit pas à une hégémonie sociale, bien que ses meneurs aient su concilier avec la plus grande rapidité leurs intérêts avec ceux de l'autre secteur social. A certaines périodes, un secteur parvient à imposer des conditions plus favorables à sa propre expansion, mais sans faire des autres ses tributaires. Il n'y a pas d'hégémonie absolue dans la bourgeoisie. Cela est visible aussi bien pour la politique économique que pour la représentation des divers groupes dans le système politique et social. Qu'ils soient pris comme des groupes de pression ou comme des corporations, une Société Nationale d'Agriculture ou de l'Industrie Minière, une Société des Manufactures ou l'une de ses branches telle l'Association des Industries Métallurgiques, se battent dans l'arène publique pour la défense de leurs membres.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. Un bref regard sur la récente politique économique révèle le privilège accordé à l'expansion du secteur financier. Cette expansion fut amplement légitimée au plan théorique. Mais lorsque la théorie se heurte aux intérêts du secteur, c'est elle qui est modifiée. La discussion sur le change en est une illustration : qu'il reste fixe pendant plus de vingt mois contre-dit l'orthodoxie de l'école de Chicago¹⁴, mais cette fixité permet la grande différence entre le taux d'intérêt « extérieur » et « national ». En revanche, la base unilatérale des tarifs douaniers est rapidement appliquée (unilatérale parce qu'elle est d'habitude objet d'accords internationaux pour obtenir des rabais réciproques sur d'autres marchés) ; et seuls SOFOFA et ASIMET ont pu faire de timides incursions dans la presse. Il en va de même pour les agriculteurs mécontents des importations de lait, ou pour les producteurs protestant contre le taux élevé des intérêts bancaires : ces réclamations sont restées sans effet.

La politique économique doit être suivie sans récrimination. Il n'y a donc ni coexistence ni conciliation à l'intérieur de la bourgeoisie. Un secteur unique, la finance, exerce une hégémonie absolue. Il est le seul à pouvoir effectuer sa propre politique, le reste de l'économie en est tributaire. Agriculteurs, industriels, exploitants des mines ont à payer les taux d'intérêt élevés du marché national isolé, ce qui signifie en pratique, comme l'ont dit certains de leurs porte-paroles, « travailler pour les banques ». En 1980, par exemple, 68 % des crédits extérieurs entrés à la faveur de l'article 14 ont été attribués au secteur financier (1 690,7 millions de dollars), preuve de sa croissance depuis 1976. Cette année-là, agriculture, mines, industrie et construction avaient reçu 65 % des crédits extérieurs ; en 1980, leur part n'était plus que de 25 %. Nombre d'autres signes révèlent la primauté du financier : les faillites d'entreprises (321 en 1978, 368 en 1979 et 427 en 1980), chaque année battant le record établi l'année précédente ; ou la part du produit national, les limites d'emploi...

Jusqu'à présent cette bourgeoisie fut davantage intéressée par l'acquisition des actifs d'entreprises existantes que par l'aventure d'en lancer de nouvelles. Le faible taux d'investissement (12 % environ en moyenne au lieu de 16 %) montre que ces ressources financières sont aujourd'hui consacrées à l'acquisition d'actifs. Le fait que les intérêts de la bourgeoisie ne soient pas liés à une activité productive est *de soi* décisif pour comprendre ce qui peut arriver. Le Chili diffère donc beaucoup du Brésil ou de l'Argentine, où l'État garde un rôle économique considérable, où d'importants secteurs de la bourgeoisie ont des intérêts industriels ou agricoles ; il n'y est pas possible de démanteler l'appareil de l'État et d'attaquer en même temps ces secteurs productifs.

Il faut le rappeler, le transfert des activités du public au privé a dominé ces sept années¹⁵. La seule nouveauté a été le *timing* de ces transferts, engrenés les uns sur les autres en harmonie avec les intérêts des conglomérats financiers. Ce processus de désétatisation, inavoué au début, a été clairement reconnu à son terme. Il fut lent. Et lorsque des secteurs de la bourgeoisie se sentirent menacés en voyant se former des secteurs privés auxquels ils ne pourraient résister, ils ne furent pas écoutés. Les agriculteurs protestèrent contre la vente des plantations de l'IANSA ; on leur répondit que deux seulement, non rentables, seraient vendues. Aujourd'hui, elles le sont toutes. Ainsi, selon la presse,

13. Cette discussion a duré tout au long des années 60 et nombre d'auteurs en ont abondamment traité. Cardoso, Furtado, O'Donnell, entre autres.

14. L'inflation a dépassé 60 % au cours de cette période.

15. Il faut se rappeler que vers sept. 1973 le nombre d'entreprises publiques dépassait 500, résultat de l'évolution historique du style de développement dominant au Chili et de la formation de l'*Area de Propiedad Social*. Cette situation fait comprendre pourquoi, lorsque l'État décide sa nouvelle politique et vend ces entreprises, il entraîne une modification considérable dans la propriété des actifs. Autrement dit, c'est précisément parce qu'existait une *Area de Propiedad Social* que la privatisation eut un impact si fort dans la concentration économique. Un chapitre à écrire devrait porter sur la forme que prit cette privatisation et sur les prix payés pour ces actifs. Des études tout à fait sommaires avancent que les prix de vente, en fait transferts de l'État furent de 30 à 40 % inférieurs à la valeur réelle des actifs acquis (Cf. FOXLEY, *op. cit.*).

un seul groupe financier aura pratiquement le contrôle absolu sur tout le sucre, national ou importé, au Chili. (C'est là sans doute une façon subtile et sophistiquée d'encourager la concurrence... élément essentiel au fonctionnement du système).

La nouvelle bourgeoisie financière contrôle désormais et domine l'État comme jamais auparavant. Ce secteur est en outre très concentré, réduit en nombre et exclusif. L'ouverture à d'autres secteurs sera déterminée par leur volume financier. Des secteurs jadis importants sont aujourd'hui totalement impuissants.

On peut dire autant des multinationales. A la différence encore de l'Argentine ou du Brésil, ces multinationales ne sont pas encore apparues au Chili, alors qu'elles avaient participé dans les années 60 à d'importants projets. L'internationalisation de l'économie chilienne ne se manifeste que par le capital financier introduit par des prêts à court terme. C'est l'unique secteur qui garde et resserre ses liens avec l'extérieur et le capitalisme mondial. Exception faite de quelques branches (cuivre), il n'y a pas eu d'investissements étrangers notoires. Bien plus, sept ans après le lancement du modèle, en 1980 l'investissement étranger approuvé par le Comité des Investissements Étrangers a été le plus bas des quatre dernières années (233 millions de dollars) et la somme effectivement entrée dans le pays a été la plus basse des trois dernières années (209,8 millions de dollars)¹⁶. D'après l'orientation de la politique économique, si cet investissement reste limité dans l'avenir, il se concentrera dans les secteurs où le pays a des « avantages comparatifs ». Il en fut ainsi jusqu'ici, dans les rares investissements réalisés. Autre différence avec l'Argentine ou le Brésil : il s'agira d'entreprises pour lesquelles le marché intérieur ne comptera guère ; seul comptera le marché d'exportation. Une politique des revenus ne signifiera donc rien pour ces multinationales. Au contraire, pour Ford ou Philips au Brésil, c'est le marché intérieur qui détermine les investissements et une politique plus ou moins distributive de la part de l'État ne saurait leur être indifférente. En d'autres termes, que le modèle vise à la concentration n'a pas d'importance pour l'investissement étranger, s'il est limité, tant qu'il sera lié au secteur d'exportation.

★ ★
★

En somme, cette bourgeoisie appuyée sur l'appareil financier a obtenu une hégémonie quasi totale sur les autres secteurs de la bourgeoisie et l'a exercée en tournant à son avantage l'appareil de l'État. En outre, à la différence du passé, l'homogénéité d'intérêts lui a permis d'esquisser et de mettre en œuvre un projet politique cohérent ; il commence par un modèle économique, mais il devient avec le temps une stratégie visant à modifier les bases structurelles de la société chilienne. Son but dernier est d'établir des fondements « stables » pour son extension en tant que secteur dominant. La décadence du secteur industriel et la baisse de l'emploi non seulement renforcent la prépondérance financière, mais elles diminuent aussi la force contestataire de la classe ouvrière qui avait grandi avec l'industrialisation. Le taux élevé du chômage est dirait-on, « fonctionnel » dans ce schéma. Dès lors, la destruction d'autres centres de pouvoir est une stratégie classique de renforcement. L'affaiblissement de l'appareil de l'État n'obéit donc pas seulement à des raisons d'« efficience économique » ou d'« application de la doctrine orthodoxe », mais il vise au fond à empêcher que le pouvoir de l'État puisse demain servir de frein à l'hégémonie que la bourgeoisie financière se construit aujourd'hui. L'atomisation que subissent toutes les formes d'organisation sociale au Chili obéit à cette logique : université, collèges techniques, syndicats parallèles, éducation et santé « municipalisées » et privatisées contribuent à l'émergence de ces conglomerats financiers comme seul secteur cohérent et puissant. Pour la première fois dans son histoire, le Chili voit l'hégémonie d'une bourgeoisie financière, au projet politique déterminé, avec à son service la force de l'appareil de l'État, sans aucun pouvoir capable de la contester, que ce soit la bourgeoisie elle-même ou un autre secteur social. Mais cette force et cette cohérence rendent le modèle si exclusif, qu'il en devient faible et ménage une possibilité de changement.

J'écrivais il y a vingt ans : « ou la démocratie est capable d'affronter ce pouvoir économique qui se forme en elle à la faveur de la liberté, ou elle disparaît, absorbée par ce pouvoir détenu par une minorité et mis au service de ses intérêts particuliers. Le temps dira si la démocratie tourne en un nouveau totalitarisme, ou si, surmontant les difficultés présentes, elle permet la naissance d'une société politiquement plus libre et économiquement plus juste »¹⁷. Aujourd'hui, hélas, la question est inversée : sera-t-il possible de construire une société démocratique sans toucher à une concentration aussi puissante du pouvoir économique ? La nouvelle bourgeoisie financière comprendra que sa permanence est liée à un système autoritaire ; elle ne peut donc reconnaître ni partager les valeurs démocratiques, qui, dans le passé, ont permis à différentes classes sociales de vivre ensemble dans un cadre pluraliste. Seule la force lui assure la survie et elle en est consciente.

16. VECTOR, *Informe de Coyuntura Económica*, Santiago, mars 1981.

17. R. LAGOS, *op. cit.*, p. 61.

